

**L'an deux mille vingt-quatre, le neuf décembre à 20h00, le conseil municipal, dûment convoqué le 29 novembre 2024, s'est réuni en séance ordinaire, à mairie, sous la présidence de Hervé DAVAL, Maire.**

MEMBRES	
EN EXERCICE	14
PRÉSENTS	11
VOTANTS	13

**Étaient présents** : Hervé DAVAL, Karine MATHEY, Jacques SERRAILLE, Patrick PEDRINI, Pascale HOULÈS-THOMARAT, Fabien FAMARCHI, Ingrid BEAUJEU, Jean ROCHE, Lionel GIRAUD, Sophie VACHOT et Éric FEUGÈRE.

**Étaient excusés** : Virginie CUOQ, Sonia DEVOUASSOUD et Loïc GILLET.

**Pouvoirs déposés** en application de l'article L2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

**Mandant** : Virginie CUOQ / **Mandataire** : Karine MATHEY

**Mandant** : Sonia DEVOUASSOUD / **Mandataire** : Jean ROCHE

**Secrétaire élue** : Pascale HOULÈS-THOMARAT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214202947-20241209-DCM2024-42-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2024

Publication : 10/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

## **DÉLIBÉRATION N° 2024-42 : PAIEMENT DE LA REDEVANCE DE LA LOGITHÈQUE 2025 AVANT LE VOTE DU BUDGET**

Monsieur le Maire indique que chaque année, l'éditeur de la logithèque envoie, avant le vote du budget, la facture pour régler la mise à disposition annuelle de cet outil. S'agissant d'une dépense d'investissement, il est nécessaire que le conseil municipal délibère pour permettre à Monsieur le Maire de mettre en recouvrement ladite facture.

Monsieur le Maire indique que la redevance 2025 s'établit à 4 460 € HT, soit 5 352 € TTC.

**Où cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- **Approuve la mise en paiement de la redevance 2025 de la logithèque avant le vote du budget pour un montant de 5 352 € TTC,**
- **Dit que la dépense sera inscrite au budget primitif 2025 ;**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.**

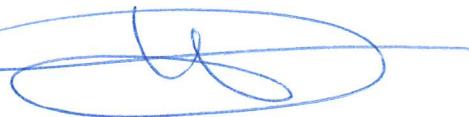
**Le secrétaire,**

**Pascale HOULÈS-THOMARAT**




**Hervé DAVAL,**

**Maire de Saint-Vincent-de-Boisset**



Ont signé au Registre tous les membres présents.

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.